

COP 28: Un pas vers la bonne direction

Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas

vraiment. En tant qu'Africain, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire

nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubia n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous resterons sur cette lancée pour exiger encore plus

farouchement la justice climatique. A luta continua!

☐ **Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org**

AfterPOP sur les changements climatiques au Bénin: la commune d'Athiémé brise le silence

La commune d'Athiémé, réputée comme l'une des plus vulnérables aux inondations au Bénin, a accueilli le vendredi 08 décembre 2023 l'AfterPop. Cette rencontre de grande importance a réuni des acteurs clés, notamment des scientifiques, des autorités locales, des représentants de la société civile et des citoyens, autour du thème percutant : « L'horloge climatique tourne : il est temps d'agir ».



Vue d'ensemble des participants

Pendant trois heures de discussions engagées, d'échanges et de réflexions, des experts éminents ont partagé leurs connaissances et leurs perspectives sur les défis posés par les changements climatiques. Les panélistes de renom qui ont marqué cette rencontre étaient le Prof. Albert HONLONKOU, Directeur de l'ENEAM, le Prof. Nestor Aho, agroclimatologue, Bassel ALKARI, chargé de programme à JVE BENIN, Patrice BADA, Directeur exécutif de l'ONG AMN, et Aude Myriame SALANON, Épopeuse. Ces personnalités ont apporté des éclairages essentiels dans le cadre du projet ePOP Villes durables, porté par l'Institut de recherche pour le développement et RFI Planète Radio.

L'initiative AfterPop, intégrée au projet ePOP Villes durables, se distingue en tant que plateforme de dialogue unique où des vidéos inspirantes sont partagées et discutées, rassemblant citoyens, décideurs, scientifiques et entreprises autour des enjeux liés à l'environnement.

Le Maire d'Athiémè, Saturnin DANSOU, a souligné l'importance des débats menés en français et en langue Mina, déclarant que cette rencontre a constitué une opportunité majeure d'éveiller les communautés sur la crise climatique. « Nous sommes à une étape où il faut des actions pour réduire les effets des changements climatiques. Nous avons besoin d'être suffisamment informés pour que chaque conseiller communal et chaque concitoyen adopte les gestes nécessaires », a-t-il déclaré.

Le Maire a également favorablement accueilli l'idée de la mise en place d'un cadre de concertation sur les changements climatiques, émise par certains participants. Le Professeur Nestor AHO a souligné l'importance de faire des espaces de dialogue tels que les AfterPop des événements fréquents et permanents pour identifier rapidement les situations et rechercher des solutions adaptées. « Il est très important que cette concertation entre tous les acteurs à tous les niveaux, et à tous les âges soit fréquente », a insisté Nestor AHO.

Au cours de l'AfterPop, les panélistes ont exposé les raisons pour lesquelles l'horloge climatique tourne et les effets induits au niveau local. Des mesures d'atténuation et d'adaptation ont été partagées avec le public présent. Le réseau ePOP, qui collecte des témoignages de citoyens confrontés à la crise environnementale dans le monde entier, a présenté trois vidéos captivantes lors de cet événement, dont celle de l'Épopeuse Aude Myriame Salomon, qui a participé au panel. « Je suis très heureuse de constater que ces vidéos suscitent de l'intérêt auprès des communautés. En écoutant ici les élus locaux de la commune d'Athiémè et les organisations paysannes, j'ai ressenti le besoin que nous puissions continuer dans ce sens », a déclaré Aude.

Pour finir, le Maire de la commune a exprimé sa gratitude envers l'ensemble des partenaires impliqués dans la mise en place de cette initiative, soulignant l'importance cruciale de telles collaborations pour faire face aux défis climatiques qui pèsent sur Athiémè et au-delà.

Constance AGOSSA

Projet Benkadi: le Bénin actualise son dossier MAB UNESCO en intégrant de nouveaux sites

Between November 7-9, 2023, significant progress was made in biodiversity preservation in Benin, with the approval of management plans for nine new sites, including the Mono and lower Ouémé valley. This momentous event, a result of meticulous work by a group of consultants under MAB UNESCO, CENAGREF, and the Benkadi Project, highlights a substantial advancement in sustainable practices for managing natural reserves. The integration of these nine new sites into the MAB UNESCO dossier underlines Benin's ongoing commitment to conserving its natural wealth and exceptional biodiversity. The plan's conformity with MAB UNESCO's rigorous standards demonstrates the stakeholders' substantial efforts in this process.

Débordement des eaux de l'océan Atlantique à Togbin : un fait à craindre ou à banaliser ?

De nombreux restaurants ont été envahis par les eaux de l'océan Atlantique le mercredi 20 septembre 2023 à Cotonou. Cette montée soudaine des eaux a causé d'importants dégâts matériels, notamment au bar « Le Club des Rois » situé à Togbin. Heureusement, il n'y a eu aucune perte en vies humaines, mais des meubles ont été emportés par les flots, comme l'a rapporté l'un des responsables du bar.



Ce dernier raconte que la hauteur de l'eau avait atteint ses genoux, renversant chaises et tables sur son passage. De plus, d'importantes quantités de sable ont été charriées par les vagues, obstruant les paillotes du restaurant « Le Club des Rois ».



Doit-on craindre ou banaliser ce phénomène aux côtes béninois ? Selon l'océanographe Zacharie SOHOU, il s'agit d'un phénomène ponctuel qui ne devrait pas perdurer sur plusieurs jours. Cependant, il souligne que la côte Ouest Africaine traverse une période critique, caractérisée par un équilibre dynamique entre l'érosion lors de cette période critique et l'accrétion pendant les périodes plus calmes.

Aucune prévision n'avait anticipé une montée des eaux à ce niveau critique, car elle se situait encore dans la catégorie « orange ». Cependant, un coup de vent rapide peut déclencher ce genre de phénomène. Cette zone côtière est en constante évolution, mais les spécialistes renforcent la surveillance

pour un système d'alerte plus efficace.

Megan Valère SOSSOU

Défis climatiques et de l'Eau : l'ONG Urgences Développement mobilise les jeunes

L'un des aspects les plus regardants des conférences à l'international, est le respect des engagements pris par les différentes parties prenantes. C'est d'ailleurs cela qui témoigne de la pertinence de l'organisation de ces creusets de réflexions, de promotion et de valorisations des bonnes pratiques et innovations, et de partages d'expériences au plan mondial pour des pistes de solutions face aux problèmes affectant la planète. La 27e Conférence des parties (COP 27) et la UN Water Conférence, organisés face à la double crise (celle du climat et celle de l'Eau) ne dérogent pas à cette règle. Dans ce contexte, les jeunes ayant l'occasion de prendre part à ces instances de prise de décisions au plan international, ont un rôle crucial à jouer dans le suivi du respect des engagements pris, mais aussi dans le partage des décisions importantes issues de ces assises, et enfin le développement d'actions SMART qui contribuent à l'atteinte des objectifs Post-Conférence. Koto Daniel DAGNON, jeune prodige béninois a su prendre part à la COP 27 et la UN Water Conférence, respectivement grâce à l'appui du Ministère du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable, l'UNICEF Bénin, l'UNFPA Bénin et Global Actions ; et

l'UN DESA. De retour et afin de l'accompagner à faire profiter la jeunesse béninoise des nombreuses acquis de ces participations, mais surtout de créer d'autres émules au sein de la jeunesse et de développer des réseaux de jeunes pour des actions encore plus durables en faveur de l'environnement et du climat, l'ONG Urgences Développement organise l'initiative « l'Après cop 27 : quels défis et engagements par les jeunes pour le climat en matière d'écogestes et de solutions fondées sur la nature », avec l'accompagnement des partenaires que sont l'UNICEF Bénin, le Secrétariat International de l'Eau (SIE) , le Laboratoire d'Innovation Social (LABIS), le Réseau Béninois du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (RB/PMJE) , SOS Biodiversity, la Société Jésuton, l'ONG JAPAF et le Journal Environnement et santé. L'atelier a eu lieu ce vendredi 28 Avril 2023 au siège du LABIS à Porto Novo, et a connu la participation de plus d'une vingtaine de jeunes représentants des organisations de la société civile œuvrant pour la lutte contre les changements climatiques et basés à Porto Novo et environs, ainsi que la présence de deux jeunes instituteurs représentants les deux groupes pédagogiques de l'école primaire de Koutongbé associée à la phase terrain de cette initiative afin garantir l'implication des enfants et le suivi des plants mis en terre. Au niveau de l'activité de plantation d'arbre, une centaine d'élèves et les deux directrices se sont joints de façon active au déroulement de toutes les activités.



Photo de famille

Venue de différentes organisations de la société civile, la trentaine de participants a eu droit à une rencontre faite de communications diverses, les unes aussi intéressantes que les autres. Les thématiques abordées au cours de cet atelier sont entre autres : les mécanismes fondés et non fondés sur le marché Carbone ; les opportunités d'engagements et d'implications des jeunes au Bénin face à la crise climatique et la crise de l'Eau ; l'implication des jeunes dans les

instances de prise de décisions sur l'Eau au niveau international. Ces thématiques seront suivies d'une activité de reboisement et des travaux de groupe sur la déclaration de la coalition des organisations de jeunes sur l'Eau et le Climat.

Dans sa communication, Daniel Koto Dagnon, Consultant Junior en Eau et Changement Climatique, Responsable de la cellule Stratégie et Développement de l'ONG Urgences Développement est revenu sur les aspects importants à prendre en compte pour comprendre le fonctionnement du marché Carbone. A l'en croire, le marché Carbone implique trois éléments à savoir : le crédit Carbone, le marché volontaire de Carbone et la méthodologie de démonstration des efforts de réduction des émissions notamment du CO2.



Daniel Koto DAGNON

Le Consultant Junior a aussi abordé la question relative aux négociations sur le marché Carbone. « Les négociations sur le marché Carbone se font sur la base des articles 6.2 et 6.4 de l'accord de Paris. A l'en croire, le Bénin dispose d'un arsenal juridique bien fourni pour aller sur le marché Carbone.

En tout cas, sur cette thématique, Daniel Koto Dagnon peut se frotter les mains, car le message est visiblement bien passé au niveau des participants. « Cet atelier nous a permis d'avoir plus d'éclaircissement sur l'article 6 de l'accord de Paris relatif au marché Carbone », a confié Cédric Agbessi, Maire des Jeunes de Covè, venu participer à l'atelier.

Le panel relatif à l'implication des jeunes dans les instances de prise de décisions sur l'Eau au niveau international a également retenu l'attention des participants. Par visio-conférence, Elysa Vaillancourt, Chargée de programme Jeunesse au Secrétariat International de l'Eau, a animé ce panel et a permis aux participants de comprendre les défis et enjeux liés

à la crise de l'Eau ainsi que les messages clés portés par les jeunes lors de la UN WATER CONFERENCE, tenue à New York en mars 2023. A en croire la panéliste, le message est clair : « Il s'agit de mettre l'Eau au service de la santé, du développement, de la coopération et de dégager une décennie d'action pour l'Eau », peut-on l'entendre dire.

Fèmi Tankpinou est Entrepreneur et Fondateur de ''EcoZem Bénin''. Il a partagé ses expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat vert avec les participants. Pour Fèmi Tankpinou, tout projet d'entrepreneuriat vert doit avoir pour finalité de préserver l'environnement, de le sauvegarder et de le protéger.



Reboisement à l'EPP Koutongbé

Initiation aux éco-gestes, l'étape pratique de l'atelier

L'atelier de ''l'Après COP 27'' ne s'était pas seulement tenu entre les quatre murs. En effet, l'ONG Urgences Développement et ses hôtes se sont rendus à l'EPP KOUTONGBE, où les apprenants ont été sensibilisés et initiés au reboisement. À l'occasion, plus d'une dizaine d'arbres fruitiers ont été mis en terre. Des arbres qui promettent les écoliers, seront suivis et entretenus. « Je dis merci à l'ONG Urgences Développement. Je promets de prendre soin des arbres qu'on vient de planter », a promis Catherine Hounouho, écolière au Cours Moyen 2e année.

Participants et organisateurs satisfaits

Après plus de huit heures d'horloge, les participants sortis de l'atelier ont exprimé leur satisfaction.

Marcel Kpoffon est participant et membre de l'ONG Save Our Planet. « Je tiens à remercier le Directeur Exécutif de l'ONG Save Our Planet, monsieur Megan Valère Sossou, de m'avoir délégué pour participer à cet atelier », a-t-il déclaré. « Grâce à cet atelier, je suis désormais conscient des défis à relever pour sauver la planète », a ajouté Marcel Kpoffon.

« Nous ne pouvons que dire merci à l'ONG Urgences Développement et souhaiter qu'elle continue sur cette même lancée, afin d'impacter d'autres jeunes à travers cette initiative », a laissé entendre Arsène Sodegnon, participant et membre de l'ONG Environnement Vert pour un Développement Durable (EVDD ONG).

Imelda Hounkanrin, quant à elle, dit avoir retenu quelque chose de fondamental. « Je retiens que les jeunes doivent davantage s'impliquer dans la lutte pour la protection de l'environnement », a-t-elle fait savoir tout en décernant un satisfecit à l'ONG Urgences Développement pour avoir réussi à organiser l'atelier malgré ses moyens limités. De son côté, Cédric Agbessi, Maire des Jeunes de Covè s'engage à partager les connaissances reçues avec sa communauté.



« Nous prenons l'engagement de faire une restitution dans nos communautés, pour informer les nôtres sur l'urgence d'agir face à la crise climatique et sur la nécessité d'adopter des gestes, éco-citoyens pour préserver la nature », a-t-il promis.

C'est l'occasion pour Johnny Codo, Président de l'ONG Urgences Développement, de saluer l'engagement de tous les participants venus nombreux à l'atelier. « J'ai noté un engagement infaillible au niveau des jeunes. D'autres sont même venus de Parakou », s'est-il réjoui. Pour monsieur Johnny Codo, la suite après cet atelier est déjà connue.

« Les perspectives qui se dégagent à la suite de cet atelier, c'est déjà la mise en place d'une coalition des jeunes et la préparation prochaine de la journée de l'arbre qui sera consacrée au reboisement dans la ville de Porto-Novo et ses environs », a-t-il annoncé. Il en a également profité pour remercier tous les partenaires qui ont accompagné l'ONG Urgences Développement dans l'organisation dudit atelier.

Pour rappel, les partenaires qui ont accompagné l'ONG Urgences Développement dans l'organisation de l'atelier sont : LABIS, RB/PMJE, SOS BIODIVERSITY, Journal Santé Environnement, UNICEF Bénin, GIZ et l'Ambassadeur des Pays-Bas près le Bénin.

Que sait-on de l'ONG Urgences Développement ?

Faut-il le préciser, l'ONG Urgences Développement est basée au quartier TOKPOTA dans la ville de Porto-Novo, la capitale du Bénin. Créée en 2019, l'ONG Urgences Développement œuvre pour le développement durable notamment la protection de l'environnement et la promotion des droits humains fondamentaux des populations rurales, péri-urbaines et urbaines en vue de leur bien-être social.

Elle intervient dans la formation et dans l'autonomisation des jeunes, dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement, du Climat, de l'Environnement, des infrastructures et de la Sécurité alimentaire. Sa devise est « Changer aujourd'hui le monde de demain ». Les valeurs cardinales que partage l'ONG Urgences Développement sont : la Performance, la Transparence et le Développement.

L'organisation dispose d'un Conseil d'Administration et de plusieurs autres organes. L'ONG Urgences Développement est nationale et collabore avec plusieurs organisations de la société civile aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

La PASCiB amorce le processus d'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des Réserves de Biosphère de l'Ouémé et du Mono

Face aux menaces anthropiques et naturelles que subissent les réserves de biosphère du Mono et de l'Ouémé, la PASCiB à travers le projet Benkadi en étroite collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) a organisé un atelier multi-acteur afin de résoudre la problématique de l'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono. C'était le 06 avril 2023 à Grand Popo.



L'objectif était d'échanger avec les parties prenantes et de valider la méthodologie proposée par les consultants pour l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves pour une durée de dix ans, en intégrant la problématique du genre et du changement climatique grâce à l'intégration des mesures concrètes d'adaptation basée sur l'environnement (AbE).

Selon Yécy Peggy TOHINLO, représentante du Chef projet Benkadi, cet atelier marque le démarrage d'un processus très participatif et inclusif. Elle a réitéré à cette occasion, toute la gratitude de la PASCiB aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur engagement dans la préservation et la gestion durable des réserves de biosphère

de l'Ouémé et du Mono.

Des efforts déployés au quotidien au profit des populations, a reconnu Cyrillia YEBE, Secrétaire Exécutive de la commune de Grand Popo, qui au nom du maire de la commune, a également félicité et encouragé les acteurs et la PASCiB.

La qualité des acteurs conviés à l'atelier laisse présager la qualité de la méthodologie qui sera retenue pour résoudre la problématique de l'intégration de l'adaptation au changement climatique et du genre dans les outils de planification et de gestion des réserves, selon le Directeur Général du CENAGREF, Abdel Aziz Baba Moussa. Si les premiers Plans d'Aménagements et de Gestion n'avaient pas pris en compte ces dimensions, c'est parce que le problème n'était pas aussi critique, a-t-il ajouté.



Outre l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'égalité des genres dans la gestion des réserves, le Directeur Général du CENAGREF espère échanger aussi sur la nécessité d'intégrer de nouvelles ACCB dans les réserves de biosphère. Il s'agit de l'ACCB de Deve, de Togbadji, de la mare aux crocodiles de Tannou et d'autres sites dans la réserve de la basse vallée de l'ouémé.

AGONZAN Marcel, Premier Adjoint au Maire de la commune de Bopa, en lançant officiellement les travaux de l'atelier, a souhaité que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Les différentes communications qui ont suivi ont permis aux acteurs présents de prendre connaissance de la gouvernance des réserves de biosphère et la méthodologie proposée pour l'intégration des aspects du genre et des changements climatiques.

Aussi, ont-ils appréhendé les enjeux actuels en matière de conservation des réserves de biosphères de la basse vallée de l'Ouémé et de la réserve de biosphère du mono.

L'atelier a vu la participation des acteurs des municipalités, des acteurs de la société civile, de certains cadres ministériels et experts. La PASCiB et le CENAGREF sont rassurés de la qualité de la démarche méthodologique d'actualisation des PAG et se félicitent de la grande mobilisation de toutes les intelligences en la matière.

Un outil d'aide à la décision en éclosion

Cet atelier enrichissant assorti des recommandations élaborées à l'endroit des différentes parties prenantes est le premier d'une série d'ateliers qui se penchera sur l'actualisation des Plans d'Aménagements et de Gestion et qui va accoucher d'un outil d'aide à la décision.

Constant HOUNDENOU, Conseiller technique au Développement durable du Ministre du Cadre de vie et du Développement durable est convaincu de cette démarche conforme aux grands idéaux du Programme d'Action du Gouvernement et des programmes d'action au niveau sectoriel.



En ce qui concerne le ministère du cadre de vie et du développement durable, il a rassuré que toute initiative légale allant dans le sens de l'accompagnement des communautés au niveau décentralisé serait la bienvenue. Il a pour finir invité à la territorialisation de l'intégration des changements climatiques.

Dans son engagement à actualiser les Plans de Gestion de l'ACCB Bouche du Roy et le lac Toho, la Coordination pour la Recherche et le Développement en Environnement ONG (CoRDE ONG), se servira des résultats de cet atelier a confié Ebenezer HOUNDJINO, son coordonnateur.

Rappelons que la révision et l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono à travers l'intégration des dimensions, Changements climatique et Genre, participent au renforcement

de la résilience des communautés riveraines.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN

Projet Adapt-WAP: Les parties prenantes s'accordent sur les aménagements à réaliser autour du parc W

Démarré le mercredi 22 février 2023, l'atelier technique ayant réuni les communautés riveraines du Parc W et les experts pour échanger et valider les points d'eau, les corridors de transhumance et les aires de pâturage à aménager autour du Parc W s'est clôturé ce jeudi 23 février 2023. Il s'inscrit dans le cadre du projet Adapt-WAP Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du Complexe Transfrontalier W-Arly-Pendjari, et vise à dialoguer avec l'ensemble des acteurs du secteur agro-pastoral pour une meilleure prise en compte de leur aspiration dans la mise en œuvre des aménagements prévus au niveau des couloirs de transhumance, des points d'eau et des zones de pâturage dans les communes riveraines du Parc W.



Il a été question de présenter l'état des lieux des points d'eau et de déterminer les couloirs de passage et les aires de pâturage à aménager dans les quatre communes riveraines du Parc W à savoir : Banikoara, Malanville, Karimama et Kandi. Méryas Kouton est Docteur en science agronomique et Directeur du bureau d'étude Eco-Consult commis à l'étude technique sur la réalisation des points d'eau et l'aménagement des aires de

pâturage et des couloirs de passage dans les quatre communes riveraines du Parc W.

À l'en croire, l'état des lieux en termes de la quantité et de la qualité des points d'eau, de la viabilité des couloirs de transhumance et des aires de pâturage est très peu reluisant. « L'état des lieux est globalement sombre. Il n'y a plus vraiment du pâturage en qualité et en quantité suffisante pour le bétail. Aujourd'hui, l'éleveur ''se débrouille'' », a-t-il laissé entendre. Pour l'agronome, la situation est plus critique par endroit. Il précise : « La situation est relativement un peu bonne à Malanville et à Kandi, mais très critique à Banikoara et à Karimama ».

C'est dans le but de pallier cette situation que décrit le spécialiste que le projet Adapt-WAP s'est donné pour mission non seulement de renforcer la résilience des écosystèmes face au changement climatique mais aussi d'améliorer les moyens de subsistance des populations riveraines du complexe WAP, à travers l'établissement d'un système d'alerte précoce multirisques.

Des acteurs apprécient

Bio Kotè Amissou est un participant à l'atelier. Il est éleveur venu de Banikoara. Il confirme : « Il n'y a plus suffisamment de points d'eau pour abreuver les animaux. Il n'y a plus suffisamment de pâturages, et la situation est plus difficile en cette saison sèche ».

L'état des lieux étant ainsi fait, les participants, par commune de provenance, ont été invités à travailler en groupe pour déterminer les points d'eau, les couloirs de transhumance et les aires de pâturage qui nécessitent des aménagements dans les différentes communes concernées. Aussi, les travaux de groupe ont-ils permis de hiérarchiser les besoins exprimés par priorité.



Au terme des travaux, les participants expriment leur

satisfaction. « Je remercie énormément le projet Adapt-WAP pour avoir organisé cet atelier. Je pense que cet atelier de dialogue va contribuer à renforcer la cohésion sociale au sein de nos communautés respectives. Je m'en réjouis énormément », s'est exclamé Sefou Aliakou, pêcheur venu de Kandi.

Le Coordonnateur National du projet Adapt-WAP, le Conservateur de 2e classe Georges Sossou n'a pas manqué de témoigner toute sa reconnaissance à l'ensemble de tous les participants. « Je voudrais sincèrement vous dire merci. Merci pour le temps que nous avons passé ensemble sur la terre des Kandissunon dans le cadre de cet atelier », a-t-il exprimé. Mais il exhorte pour finir les participants à rester disponibles et engagés pour accompagner le projet. « Je voudrais compter sur vous, sur votre contribution pour que d'ici peu, nous puissions finaliser les documents à soumettre aux partenaires qui vont nous accompagner dans la réalisation effective des aménagements que nous envisageons », a-t-il ajouté.

L'atelier technique de dialogue et de validation des points d'eau, des couloirs de transhumance et des aires de pâturage a donc tenu toutes ses promesses. Toutefois, la phase pratique de la mise en œuvre des résolutions issues de l'atelier sera la plus déterminante, a reconnu l'ensemble des participants.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Harmattan en février au Bénin: les explications de

l'éminent Professeur en Climatologie, Michel BOKO

Il est revenu en force. Après un coup de chaleur bien étouffante, les populations du Bénin ont été surprises par le rebondissement du harmattan qu'elles croyaient partir depuis son bref passage en décembre. Ce vent très sec de l'est ou du nord-est a encore soufflé sur le Sahara et l'Afrique occidentale. Le Bénin n'étant pas épargné, les questionnements vont bon train.



Professeur Michel BOKO

Es
t-
ce
un
ph
én
om
èn
e
or
di
na
ir
e
ou
ex
tr
ao
rd
in
ai
re
?
Es

t-
il
lié
é
au
ch
an
ge
me
nt
cl
im
at
ique
ue
ou
pa
s
?
Co
mm
e
da
ns
le
fo
ru
m
Wh
at
sA
pp
dé
no
mm
é
«

T
r
i
b
u
n
e
V
e
r
t
e
»,
i
l
s
s
o
n
t
n
o
m
b
r
e
u
x
a
u
B
é
n
i
n
à
s'
i
n
q
u
i
é
t
e
r
d
e
c
e
p
h
é
n
o
m
è
n
e,
r
a
r
e
d
e

no
s
jo
ur
s.
Ma
is
ce
tt
e
si
tu
at
io
n
es
t-
el
le
vr
ai
me
nt
ex
tr
ao
rd
in
ai
re
?
No
n
!
di
ra
l'

ém
in
en
t
Pr
of
es
se
ur
en
Cl
im
at
ol
og
ie
,
Mi
ch
el
B0
K0
,
le
ha
rm
at
ta
n
en
fé
vr
ie
r,
ce
n'
es

t
pa
s
un
e
an
om
al
ie
.
C'
es
t
pl
ut
ôt
la
no
rm
e
ex
pl
iq
ue
-t
-
il
to
ut
en
pr
éc
is
an
t
qu
e

ce
ve
nt
so
uf
fl
e
su
r
no
s
ré
gi
on
s,
qu
an
d
le
fr
on
t
po
la
ir
e
de
sc
en
d
ve
rs
le
Tr
op
iq
ue

.
Or
,
c'
es
t
en
fé
vr
ie
r
qu
e
le
fr
on
t
po
la
ir
e
Bo
ré
al
es
t
au
ma
xi
mu
m
de
sa
pu
is
sa
nc

Les inquiétudes et interrogations ont évidemment leur place, car il y a bien longtemps que la situation ne soit plus remarquée normalement. Une réalité que confirme le Professeur : « Il se trouve que depuis les années 60, il n'y a plus de « normalité » climatique. Mais de temps en temps, cette normalité se rappelle à notre souvenir. »

Pour ceux qui ont pensé que le rebondissement du harmattan serait lié à une tempête de poussière enregistrée dans l'après-midi du 15 février au niveau du Tchad, le Professeur invite à ne pas mélanger les choses. Il soutient « Il ne faut pas confondre les transports solides avec la climatologie synoptique. L'un conditionne l'autre, mais ils ne doivent pas être confondus. Le renforcement de l'anticyclone de Ennedi (sur le Tchad) est une condition nécessaire pour le déclenchement du harmattan. »

Mais, prévient-il, ce renforcement se fait par glissement du jet subtropical vers le Tropique sous la poussée du front polaire boréal. Le jet subtropical d'altitude vient coiffer l'anticyclone thermique de Ennedi, ce qui renforce la pression au sol et déclenche les flux du harmattan. Il est à retenir de tout ce qui précède que les charges de poussières ne sont qu'une conséquence du harmattan et non le moteur.

Ces revirements de situations climatiques sont le fruit de l'action destructive de l'Homme sur son environnement. Et ça, le Professeur Michel BOKO ne veut pas qu'on soit surpris quand on continue de raser les forêts pour produire du coton et du soja. « Vous devrez vous attendre à tout » a-t-il ajouté pour finir.

Megan Valère SOSSOU

Bassin du fleuve Niger : inondations dévastatrices à Malanville, où sont passés les milliards investis ?

The city of Malanville, Benin, located at the border of Niger, has suffered annual flooding since 2007, leading to the destruction of homes, economic loss, and fatal casualties. Despite funding worth billions from international projects seeking solutions to curb the environmental damage, their efforts have yielded minimal results. The flood victims do not benefit from prevention measures, flood protection infrastructures, or efficient early warning systems. Deforestation, driven by agricultural activities and climate change, contributes to this flood menace. The report suggests the building of a 100 km long dike, alongside collaborative efforts with Niger, as potential lasting solutions to the flood crisis.

Climat: la couche d'ozone est-elle en train de se reconstituer réellement ?

La couche d'ozone devrait se reconstituer complètement au cours des 40 prochaines années. L'information a été rapportée

dans un rapport publié le lundi 9 janvier 2023 par des experts du Groupe d'examen scientifique du Protocole de Montréal sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. « L'élimination progressive de près de 99 % des substances interdites qui détruisent l'ozone a permis de préserver la couche d'ozone et contribué de façon notable à sa reconstitution. »



Le trou dans la couche d'ozone pourrait se refermer « d'ici 2066 environ dans l'Antarctique, d'ici 2045 dans l'Arctique et d'ici 2040 ailleurs ». Ce changement devrait empêcher un réchauffement de 0,3 à 0,5 °C d'ici 2100, selon le Comité d'examen scientifique.

En effet, la couche d'ozone fait partie de la stratosphère terrestre qui contient des quantités relativement importantes d'ozone. Elle a un effet protecteur car elle absorbe la plupart des rayons ultraviolets (UV) du soleil. Cette couche est d'épaisseur relativement réduite. Des avertissements concernant cette réduction d'épaisseur ont été émis pour la première fois en 1985 en Antarctique. Une autre observation a été faite dans l'Arctique en 2011.

Ainsi, certaines régions sont concernées par ce phénomène, mais notamment au Chili, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les produits chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone sont couramment utilisés dans la conception des réfrigérateurs, des climatiseurs et même des aérosols. Pour cette raison, le Protocole de Montréal pour la sensibilisation, signé en 1987, a conduit à des mesures concrètes pour limiter la propagation des gaz CFC aux humains. La Convention a été ratifiée par 198 pays à ce jour. L'Union européenne a interdit l'utilisation des CFC en 1989. Il a été suivi en 2016 par l'Accord de Kigali qui prévoit une réduction progressive de la consommation et de la production des HFC, hydrofluorocarbures (HFC).

Cependant, il faut continuer de surveiller l'émission de substances nocives. Dernièrement comme le rapporte [Le Monde](#), le HFC-23 qui est un gaz à effet de serre 14 800 fois plus puissant que le CO₂ a été identifié de manière huit fois plus importante que les rejets déclarés par les pays.

Megan Valère SOSSOU